ABC - LIV
Société par actions simplifiée au capital de 38 112,25 euros
Siège social : 2 bis, Rue Dupont de l'Eure, 75020 PARIS
314503996 RCS PARIS

788 894.

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 AVRIL 2006

Greffe du Tribunal de Commerce de Paris
15 MAI 2006
N° DE DÉPOT 41494

Le 28 Avril 2006,
A 11 heures,

Les associés de la société ABC - LIV se sont réunis en assemblée générale mixte, 2 bis, Rue Dupont de l'Eure 75020 PARIS, sur convocation faite par lettres simples adressées le 13 avril 2006 à chaque associé.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque associé participant à l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire.

L'assemblée est présidée par Madame Suzanne ALLIANY, en sa qualité de présidente de la société.

Monsieur Patrick ALLIANY et Monsieur Patrick PORTUGAIS, associés représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Odile PORTUGUAIS est désigné comme secrétaire.

Monsieur Sylvain LITVINE, commissaire aux comptes de la société, régulièrement convoqué, est présent.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents ou ayant donné pouvoir possèdent 500 sur les 500 actions ayant le droit de vote.

SA

En conséquence, l'assemblée générale, réunissant au moins 500 actions, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

PA

La présidente dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

PP

- les justificatifs des convocations régulières des associés,

OP

- l'avis de réception et une copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes,

- la feuille de présence et la liste des associés,

- l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2005,

- le rapport de gestion de la Présidente,

- les rapports du commissaire aux comptes,

- un exemplaire des statuts de la société,

- le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée.

La présidente déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social depuis la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

La présidente rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapport de gestion de la Présidente,

- Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice,

- Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce et approbation desdites conventions,

- Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2005 et quitus à la Présidente,

- Affectation du résultat de l'exercice,

- modification statutaire,

- pouvoirs à l'effet d'effectuer les formalités.

La présidente présente à l'assemblée les comptes de l'exercice écoulé, le rapport de gestion de la Présidente et les rapports du commissaire aux comptes.

Puis la présidente déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, la présidente met successivement aux voix les résolutions suivantes :

RESOLUTIONS A CARACTERE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'assemble générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion de la Présidente et du rapport général du commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2005, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'assemblée donne à la présidente quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice s'élevant à 971489 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice à affecter	**971 489 euros**
A titre de dividendes Soit 1 900 euros par action	950 000 euros
Autre réserve	21 489 euros
Total affecté	**971 489 euros**

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 950 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'assemblée générale rappelle que les distributions de dividendes des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Année	Distribution Globale	Abattement 50%	Sans Abattement
2002	1 320 000 €		
2003	1 035 000 €		
2004	520 000 €	520 000 €	0 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L. 227-10 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

Chaque intéressé n'ayant pas pris part au vote, cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

RESOLUTION A CARACTERE EXTRAORDINAIRE

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Présidente, décide de modifier l'article 2 des statuts à savoir :

Ancienne rédaction :

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

La recherche de locataires et de clientèle en qualité de mandataire des propriétaires ou de toutes personnes habilitées pour des appartements meublés, hôtels et pensions de famille.

Les activités de transactions immobilières et assurance, tant en France, qu'à l'Etranger.

En outre, la sous-location pour la domiciliation commerciale multiple, la prestation de services, notamment la rédaction d'actes, les formalités administratives et l'intermédiaire publicitaire, l'édition et la diffusion de toutes publication, publicité et distribution de prospectus et tous journaux. Le contentieux.

Le reste de l'article est inchangé.

Nouvelle rédaction :

Par acte sous seing privé du 28 avril 2006, la société ABC LIV a mis à jour comme il suit, ci-dessous, son objet social, notamment, en détaillant l'activité de domiciliation qu'elle pratique depuis le 2 novembre 1978, date de signature de ses statuts, aux termes desquels il était déjà stipulé, dans l'article 2, entre autres, que la société a pour activité « *...la domiciliation commerciale ...* ».

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

L'activité d'agence immobilière (gestion immobilière, transactions sur immeubles et fonds de commerce) : notamment, la recherche de locataires et de clientèle en qualité de mandataire des propriétaires ou de toutes personnes habilitées, pour des appartements meublés, hôtels et pensions de famille;

En outre, la sous-location pour la domiciliation commerciale multiple, services de boite postale et réexpédition de courrier pour les particuliers, la prestation de services, notamment les formalités administratives et l'intermédiaire publicitaire, l'édition et la diffusion de toutes publication, publicité et distribution de prospectus et tous journaux. Le contentieux.

Le reste de l'article est inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte donne tous pouvoirs au porteur du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes les formalités requises par la loi et en particulier procéder aux modifications statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la présidente déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Les scrutateurs

La présidente

Le secrétaire

ABC - LIV
Société par actions simplifiée au capital de 38 112,25 euros
Siège social : 2 bis, Rue Dupont de l'Eure, 75020 PARIS
314503996 RCS PARIS

TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ANNUELLE DU 28 AVRIL 2006

RESOLUTIONS A CARACTERE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'assemble générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion de la Présidente et du rapport général du commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2005, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'assemblée donne à la présidente quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice s'élevant à 971 489 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice à affecter	**971 489 euros**
A titre de dividendes Soit 1 900 euros par action	950 000 euros
Autre réserve	21 489 euros
Total affecté	**971 489 euros**

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 950 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'assemblée générale rappelle que les distributions de dividendes des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Année	Distribution Globale	Abattement 50%	Sans Abattement
2002	1 320 000 €		
2003	1 035 000 €		
2004	520 000 €	520 000 €	0 €

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L. 227-10 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

RESOLUTION A CARACTERE EXTRAORDINAIRE

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Présidente, décide de modifier l'article 2 des statuts à savoir : Article 2 – Objet de la manière suivante :

Ancienne rédaction :

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

La recherche de locataires et de clientèle en qualité de mandataire des propriétaires ou de toutes personnes habilitées pour des appartements meublés, hôtels et pensions de famille.

Les activités de transactions immobilières et assurance, tant en France, qu'à l'Etranger.

En outre, la sous-location pour la domiciliation commerciale multiple, la prestation de services, notamment la rédaction d'actes, les formalités administratives et l'intermédiaire publicitaire, l'édition et la diffusion de toutes publication, publicité et distribution de prospectus et tous journaux. Le contentieux.

Le reste de l'article est inchangé.

SA

Nouvelle rédaction :

Par acte sous seing privé du 28 avril 2006, la société ABC LIV a mis à jour comme il suit, ci-dessous, son objet social, notamment, en détaillant l'activité de domiciliation qu'elle pratique depuis le 2 novembre 1978, date de signature de ses statuts, aux termes desquels il était déjà stipulé, dans l'article 2, entre autres, que la société a pour activité « *...la domiciliation commerciale ...* ».

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

L'activité d'agence immobilière (gestion immobilière, transactions sur immeubles et fonds de commerce) : notamment, la recherche de locataires et de clientèle en qualité de mandataire des propriétaires ou de toutes personnes habilitées, pour des appartements meublés, hôtels et pensions de famille;

En outre, la sous-location pour la domiciliation commerciale multiple, services de boite postale et réexpédition de courrier pour les particuliers, la prestation de services, notamment les formalités administratives et l'intermédiaire publicitaire, l'édition et la diffusion de toutes publication, publicité et distribution de prospectus et tous journaux. Le contentieux.

Le reste de l'article est inchangé.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte donne tous pouvoirs au porteur du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes les formalités requises par la loi et en particulier procéder aux modifications statutaires.

ABC - LIV
Société par actions simplifiée au capital de 38 112,25 euros
Siège social : 2 bis, Rue Dupont de l'Eure, 75020 PARIS
314503996 RCS PARIS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 28 AVRIL 2006

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2005

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice s'élevant à 971 489 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice à affecter	**971 489 euros**
A titre de dividendes Soit 1 900 euros par action	950 000 euros
Autre réserve	21 489 euros
Total affecté	**971 489 euros**

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 950 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'assemblée générale rappelle que les distributions de dividendes des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Année	Distribution Globale	Abattement 50%	Sans Abattement
2002	1 320 000 €		
2003	1 035 000 €		
2004	520 000 €	520 000 €	0 €

Vote de l'assemblée générale mixte du 28 Avril 2006

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
La présidente

ABC LIV

Société par Action Simplifiée au capital de 38 112 ,25 Euros

Siège social : 2 bis rue Dupont de l'Eure

75 020 PARIS

R.C.S. PARIS B 314 503 996 (78 B 08904)

STATUTS A JOUR

AU 28 AVRIL 2006



alliony

1 FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée.

Elle a été transformée Société Anonyme suivant décision de la collectivité des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 23 JUILLET 1991.

Elle a été transformée en Société par Action Simplifiée suivant décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 5 juillet 2004.

La société continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement. Cette société par action simplifiée sera régie par les dispositions de la loi N°2001-420 du 15 mai 2001 et ses textes d'application ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.
Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne ;

ARTICLE 2 - OBJET :

Par acte sous seing privé du 28 avril 2006, la société ABC LIV a mis à jour comme il suit, ci-dessous, son objet social, notamment, en détaillant l'activité de domiciliation qu'elle pratique depuis le 2 novembre 1978, date de signature de ses statuts, aux termes desquels il était déjà stipulé, dans l'article 2, entre autres, que la société a pour activité « *…la domiciliation commerciale …* ».

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

L'activité d'agence immobilière (gestion immobilière, transactions sur immeubles et fonds de commerce) : notamment, la recherche de locataires et de clientèle en qualité de mandataire des propriétaires ou de toutes personnes habilitées, pour des appartements meublés, hôtels et pensions de famille;

En outre, la sous-location pour la domiciliation commerciale multiple, services de boite postale et réexpédition de courrier pour les particuliers, la prestation de services, notamment les formalités administratives et l'intermédiaire publicitaire, l'édition et la diffusion de toutes publication, publicité et distribution de prospectus et tous journaux. Le contentieux.

Et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement soit seule, soit en association, participation, groupement ou société avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : ABC - LIV

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 2 bis, rue Dupont de l'Eure 75020 PARIS

Il peut être transféré en tous lieux par décision du président (ou il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des actionnaires).
Si la société vient à ne comporter qu'un seul actionnaire la décision de transfert du siège social est prise par l'actionnaire unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

ARTICLE 6 APPORTS

les soussignés ont fait les apports suivants :

APPORTS EN NUMERAIRE :

- Madame Suzanne ALLIANY, une somme de ----------37 654,656 Euros
- Madame Odile PORTUGAIS, une somme de ----------76,224 Euros
- Monsieur Patrick ALLIANY, une somme de ----------76,224 Euros
- Monsieur Patrick PORTUGAIS, une somme de ----------76,224 Euros
- Madame Simone ALLIANY, une somme de ----------76,224 Euros
- Mademoiselle Sarah TIDGHI, une somme de ----------76,224 Euros
- Monsieur Serge COHEN, une somme de ----------76,224 Euros

Soit au total une somme de 38 112, 25 Euros correspondant à 500 actions de 76,224 Euros souscrites en totalité et intégralement libérées.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 38 112,25 Euros divisé en 500 actions de 76,224 Euros chacune intégralement libérées de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions de l'article, ci-après ou par décision de l'actionnaire unique.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 10 - MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables, leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les trente jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 17 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un actionnaire.

ARTICLE 11 - INALIENABILITE DES ACTIONS

Les actions sont inaliénables pendant douze mois à compter de leur acquisition ou de leur souscription ou à compter de l'immatriculation de la société.

L'interdiction temporaire de céder les actions prévues ci-dessus vise les seules cessions d'actions au profit de tiers (ou l'interdiction temporaire de céder les actions prévues ci-dessus vise toutes les transmissions d'action à titre onéreux ou gratuit, y compris par voie d'adjudication publique ordonnée par décision de justice).

L'inaliénabilité temporaire des actions fait l'objet d'une mention sur les comptes d'actionnaires ouverts par la société.
Par exception à l'inaliénabilité temporaire des actions, le président devra lever l'interdiction de céder en cas d'exclusion d'un actionnaire ou de cession des actions d'une société dont le contrôle est modifié.

ARTICLE 12 - CESSION DES ACTIONS – DROIT DE PREEMPTION

A l'expiration de la période d'inaliénabilité fixée à l'article 11 ci-après :

1 – Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conférée aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2 – L'actionnaire cédant notifie au président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession :
- l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de deux mois à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession (ajouter le cas échéant « sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts ».)

3 – Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai d'un mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4 – A l'expiration du délai d'un mois visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai de deux mois visée au 2 ci-dessus, le président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées « et sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts ».

5 – En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de trente jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

ARTICLE 13 - AGREMENT

1 – Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre actionnaires, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2 – La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur, s'il s'agit d'une personne physique et, s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital .

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3 – La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.
Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4 – Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les trente jours de la notification de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément , la société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 14 - NULLITÉ DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 12 et 13 ci-dessus sont nulles.

ARTICLE 15 - MODIFICATION DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ACTIONNAIRE.

1 – En cas de modification au sens de l'article 355-1 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trente jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts.

2 – Dans les trente jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3 – Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

ARTICLE 16 - EXCLUSION

1 – Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle d'une société actionnaire ;
- violation des statuts ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société ;
- révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social.

2 – L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale ; cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- information identique de tous les autres actionnaires ;
- lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir à ses frais la présence d'un huissier de justice.

3 – L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions, dans un délai de quinze jours à compter de l'exclusion, aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'un commun accord entre les parties : à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les quinze jours de la décision de fixation du prix.

ARTICLE 17 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Pour toute cession intervenant entre actionnaires ou au profit de la société dans le cadre des présents statuts, il sera conclu entre les parties une garantie d'actif et de passif sur les actions cédées. Cette garantie sera négociée de bonne foi suivant les usages en la matière. En cas de difficulté, cette convention est établie à frais communs par un avocat désigné par les parties.

Cette garantie sera arrêtée sur la base d'une situation comptable de la société à la date de cession des actions. Cette situation sera établie par la société et certifiée par son commissaire aux comptes.

Sauf accord contraire des parties, la garantie d'actif et de passif sera proportionnelle en pourcentage à la quote-part du capital cédé. Son délai de mise en jeu sera celui de la prescription en matière fiscale.

En outre, des garanties réelles ou personnelles pourront être demandées au cédant.

En tout état de cause, le cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes que celles qui auront été convenues dans son projet de cession au profit d'un tiers.

ARTICLE 18 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 19 - PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé sans détermination de durée.

Le premier président est Madame Suzanne ALLIANY demeurant au 5, rue Duranti 75 011 PARIS.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à un mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le président doit aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion de ces conventions. Les commissaires aux comptes présentent à la collectivité des actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à l'unanimité :

  - Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article 262-20 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966.

- Décisions prises à la majorité :

  - Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
  - Nomination et révocation du président ;
  - Nomination des commissaires aux comptes ;
  - Dissolution et liquidation de la société ;
  - Augmentation et réduction du capital ;
  - Fusion, scission et apport partiel d'actif ;
  - Agrément des cessions d'actions ;
  - Exclusion d'un actionnaire ;

  - Toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article 262-20 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966.

Si la société vient à ne comprendre qu'un seul actionnaire, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'actionnaire unique.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises au choix du président en assemblée ou par consultation ou par correspondance. Tous moyens de communication, vidéo, télécopie, télex, etc, peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le président. La convocation est faite par tous moyens quinze jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit sont président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de trente jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de trente jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er JANVIER et se termine le 31 DECEMBRE de chaque année.

ARTICLE 24 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultats récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5% au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte :

- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président être en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalisé ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

ARTICLE 25 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément à la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de quinze jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas ou l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième l'arbitre « utile » sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai d'un mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.
Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

ARTICLE 28 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le premier commissaire aux comptes titulaire, désigné pour six exercices est :

Monsieur Sylvain LITVINE, demeurant 21, rue de Rome 75008 PARIS,

Le premier commissaire aux comptes suppléant, désigné pour six exercices est :

Monsieur Jean-Marc DOUKHAN, demeurant 21, rue de Rome 75008 PARIS,

Lesquels ont accepté par avance lesdites fonctions, chacun d'eux précisant dans leur lettre d'acceptation des mandats qu'il n'était dans aucune situation d'incompatibilité ou d'interdiction prévues par la loi.